



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité
et des Collectivités Locales**

Angéline BÉVILLARD
Bureau du Conseil et du Contrôle de Légalité
Tél : 03 25 42 35 55
Mél : pref-conseilcollectivites@aube.gouv.fr

Troyes, le 4 mai 2023

La préfète

à

Monsieur le président du conseil départemental
Mesdames et Messieurs les maires
Mesdames et Messieurs les présidents
d'établissements publics de coopération
intercommunale

Copie adressée au centre de gestion de la
fonction publique territoriale

Objet : Note d'information relative aux modalités de collecte pour la fonction publique territoriale des indicateurs sur l'année 2022 contenus dans la base de données sociales

Réf . : - code général de la fonction publique
- décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique
- arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la fonction publique territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a introduit un nouveau cadre juridique en prévoyant la mise en place de la base de données sociales (BDS) et du rapport social unique (RSU). Il conduit à revoir, pour la deuxième année consécutive, l'organisation des modalités de collecte des données entrant anciennement dans le champ des bilans sociaux pour la fonction publique territoriale.

Ainsi, conformément aux articles L. 231-1 à L. 231-4 et L. 232-1 du code général de la fonction publique, les données à partir desquelles est élaboré le rapport social unique sont renseignées dans une base de données sociales, et les centres de gestion rendent accessibles aux collectivités et établissements définis à l'article L. 4 un portail numérique dédié au recueil des données sociales de la fonction publique territoriale.

L'utilisation du portail numérique développé par les centres de gestion constitue désormais le canal de collecte de l'information statistique pour le RSU. Cette solution constitue une garantie de la qualité de l'information recueillie grâce à des contrôles de cohérence en cours de saisie.

Toutefois, l'utilisation renforcée de la plateforme des centres de gestion s'est accompagnée du maintien de la possibilité de recourir à un fichier d'échange prédéfini pouvant être réinjecté dans la plateforme des centres de gestion. Ces informations fournies par le fichier d'échange doivent pouvoir être appliquées par les éditeurs de logiciels RH afin d'être compatibles avec les SIRH des collectivités (notamment des plus grandes collectivités).

Comme en 2022, la mise en place de cette solution se fait par l'intermédiaire de la définition d'un cahier des charges technique permettant *in fine* de créer ce fichier d'échange de type CSV, conçu selon une norme en adéquation avec les fonctionnalités techniques attendues par les centres de gestion et compatibles avec les besoins de la DGCL en termes d'exploitation statistique des données collectées.

Ce cahier technique comporte une partie métier (champ et définition des indicateurs) et une partie informatique. Il est consultable *via* ce lien : <https://www.donnees-sociales.fr/cahiertechnique/>

Pour la collecte en vue de la rédaction du RSU 2022, qui a démarré la semaine du 11 avril 2023, la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales pour la fonction publique territoriale issue de l'arrêté du 10 décembre 2021 n'a pas été modifiée. Cet arrêté est accessible par le lien suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044930851>

Une mise à jour de certains indicateurs, consécutive à quelques évolutions de références juridiques, a seulement été effectuée sur la plateforme www.donnees-sociales.fr des centres de gestion.

La plateforme <https://www.donnees-sociales.fr>, dédiée à la collecte des indicateurs de la base de données sociales, est donc dès à présent à votre disposition.

Les collectivités qui ne disposent pas encore d'identifiant et de mot de passe pour se connecter à cette plateforme doivent se rapprocher du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'AUBE.

Aucune donnée ne doit être transmise directement à la DGCL. Les données collectées au travers de l'outil *ad hoc* lui sont adressées de manière centralisée par le centre de gestion qui assure la maintenance de l'application « données sociales ».

Les questions des collectivités concernant le contenu métier des indicateurs collectés pourront être adressées à la DGCL sous forme électronique à l'adresse suivante :

dgcl-rsu-2022@dgcl.gouv.fr

Pour les questions techniques sur le portail « données sociales » ou sur le fichier d'échange, je vous invite à contacter le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'AUBE.

Les points de contact au sein des centres de gestion sont disponibles *via* ce lien :

<https://view.genial.ly/5c76523b08403f02612d0d7a/interactive-content-interactive-image-copie>

Je sais pouvoir compter sur votre implication dans le cadre de cette campagne de collecte de données essentielles à la meilleure connaissance des ressources humaines des collectivités locales.

Pour la préfète, et par délégation,
Le secrétaire général


Mathieu ORSI

